

Article 21 du Règlement

[Français]

LE BUREAU DU PREMIER MINISTREDE PRÉSUMÉES CUEILLETES D'INFORMATIONS SUR DES
AFFAIRES RELATIVES À M. MULRONEY

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le Président, je ne peux résister et faire une déclaration, moi aussi, compte tenu de ce que j'ai entendu ce matin, à savoir que le Bureau du premier ministre aurait converti deux de ses employés en agents secrets pour tenter de justifier le salissage d'un homme qui, pourtant, manifeste le désir de consacrer toutes ses énergies aux plus grands intérêts de son pays. Étant donné les circonstances, je pense pouvoir faire appel à l'honneur de tous les députés de la Chambre pour condamner sévèrement un geste aussi odieux que celui de tenter par toutes sortes de manières, par des attitudes absolument inacceptables dans le cadre de ce Parlement, de vouloir étudier le passé d'un homme pour l'empêcher de servir son pays de la bonne manière. Monsieur le Président, je condamne sévèrement et j'exige, j'exhorte même le premier ministre, dès son retour au pays, à expliquer les raisons d'une telle enquête en ce qui a trait à des choses qui n'ont absolument aucun sens, à notre avis.

* * *

● (1410)

L'ENVIRONNEMENTUNE NOUVELLE ÈRE DANS LE DOMAINE DES PRÉVISIONS
MÉTÉOROLOGIQUES

M. Denis Ethier (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, grâce à l'inauguration récente d'un ordinateur des plus perfectionnés en Amérique du Nord au Centre météorologique canadien de Dorval, le Canada entre dans une nouvelle ère de prévisions météorologiques à long terme plus fiables. De plus, cet ordinateur jouera un rôle capital dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement. En effet, il produira des perspectives saisonnières et de meilleures évaluations des changements climatiques. Il facilitera la recherche nationale et internationale sur le transport à distance des polluants atmosphériques. Avec cet ordinateur, on pourra également élaborer de meilleures stratégies de lutte contre les pluies acides et aussi, en cas d'urgence environnementale, intervenir plus rapidement et de manière efficace.

Monsieur le Président, le gouvernement libéral ne craint pas d'intervenir dans les domaines de pointe de la haute technologie, car les informations météorologiques rapportent chaque année à notre économie plus d'un milliard de dollars.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOILA SUBVENTION ACCORDÉE AU COMMUNITY ALLIANCE GROUP
DE TORONTO—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE REVENIR
SUR LA DÉCISION PRISE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, alors que j'étais à Edmonton le week-end dernier, je me suis entretenu avec beaucoup de chômeurs, surtout des jeunes.

Ils ont besoin d'espoir. Il faut adopter des programmes qui créeront pour eux des emplois. Ces programmes sont très importants. Voilà pourquoi j'ai évoqué cette semaine à la Chambre l'octroi d'une subvention de \$583,000 au Community Alliance Group de Toronto.

Étant donné qu'il y existe déjà des organismes qui remplissent le même rôle, étant donné que la communauté italienne y a manifesté son opposition, étant donné que même le député de York-Ouest (M. Fleming) a déclaré, selon le *Star* de Toronto d'aujourd'hui, qu'il y avait des gens de l'extérieur mêlés à l'octroi de cette subvention, et que cet organisme venait razzier sa propre circonscription, et étant donné qu'il devient de plus en plus évident que l'octroi de cette subvention résulte d'un jeu d'influences politiques, je demande au ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), en sa qualité de ministre à vocation politique et de ministre exécutant, de s'élever au-dessus de ces considérations et de réexaminer cette subvention, tenant ainsi la promesse qu'il avait faite aux représentants des groupes, c'est-à-dire de réaffecter ces crédits car toute autre décision serait très injuste pour la communauté italienne de Toronto et pour les chômeurs canadiens.

* * *

[Français]

LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLESLA POSITION DU CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DES
MEMBRES DE SON PARTI

M. Pierre Gimaiel (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, vous savez, la politique a de drôles d'aléas!

J'entendais tout à l'heure le député de Joliette (M. La Salle) prendre la défense de celui-là même qu'il appelait «le veau d'or» lors de la campagne au leadership de son parti il y a plus d'un an. Il parlait à l'époque et de façon éloquente monsieur. Pour ma part, je désire aller vers l'avenir du député de Central Nova (M. Mulroney), monsieur le Président.

Le député de Central Nova semble laisser croire aux Québécois d'aujourd'hui que son parti a effacé l'erreur faite du temps de Louis Riel par ce même parti politique. Je tiens à lui signaler que dans son propre parti il y a encore des députés qui sont contre la loi sur les langues officielles et ils l'ont dit clairement. Je parle du député de Simcoe-Sud (M. Stewart) entre autres et du député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie), pour ne nommer que ceux-là.

Je me souviens, monsieur le Président, que lors du débat sur la Constitution, j'avais demandé à son prédécesseur, le député de Yellowhead (M. Clark), de remettre au pas le député de Simcoe-Sud après un discours que ce dernier avait prononcé, et je l'ai mis au défi de faire ce qu'avait fait l'ancien leader conservateur M. Stanfield avec le député de Moncton, à l'époque.